



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **31 JUIL. 2024** mettant en demeure la papeterie DS SMITH PAPER ROUEN à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation environnementale du 29 décembre 2022 réglementant l'exploitation des activités de la papeterie DS SMITH PAPER ROUEN à l'occasion de l'installation d'une nouvelle unité de combustion à la biomasse et de deux chaudières au gaz naturel sur le site localisé Rue Désiré Granet sur les communes de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800) et OISSEL (76350) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le courrier de la société DS SMITH PAPER ROUEN du 22 janvier 2024 déclarant se conformer au référentiel FM Global ;
- Vu le compte rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique de la papeterie selon le référentiel FM Global en date du 26 février 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 4 juillet 2024 et transmis à l'exploitant par courriel en date du 4 juillet 2024 ;
- Vu les réponses apportées par l'exploitant par courriel en date du 18 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT

que la société DS SMITH PAPER ROUEN exerce des activités de papeterie soumises à autorisation sur son site situé rue Désiré Granet sur la commune de SAINT ÉTIENNE DU ROUVRAY (76 800), et que ses activités sont réglementées par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 29 décembre 2022 ;

que les activités de l'usine sont concernées par le risque d'incendie ;

7 place de la Madeleine
CS 16036 - 76036 ROUEN cedex
Tél : 02 32 76 50 00

www.seine-maritime.gouv.fr

que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est applicable à l'établissement ;

que cet arrêté ministériel exige en son article 68 que les équipements et moyens de lutte contre l'incendie soient maintenus en bon état et opérationnels en toute circonstance ;

que l'exploitant a choisi de suivre son système d'extinction automatique selon le référentiel FM Global ;

que l'exploitant n'est pas en possession d'une attestation de contrôle sans point de non-conformité susceptible de mettre en échec le système ;

qu'en particulier, le compte rendu de vérification semestrielle de son système d'extinction automatique réalisée le 26 février 2024 selon le référentiel FM GLOBAL indique que des non-conformités peuvent mettre en échec le système, et précise que:

- « - aucun document technique relatif aux différentes interventions n'a été présenté par l'exploitant ;
- en l'absence des besoins hydrauliques de l'installation, le vérificateur ne peut se prononcer sur la couverture hydraulique des sources d'eau ;
- il convient de revoir le fonctionnement du dispositif d'amorçage de la pompe source B1 little horse » ;

que par ailleurs, le rapport fait état d'autres points de non-conformité sans risque de mise en échec du système tels que « tous les reports d'alarme n'ont pas fonctionné lors des essais », « le report de non démarrage du moteur B2 Volvo n'est pas retransmis au poste de garde, défaut déjà signalé depuis décembre 2021 », « des locaux ne sont pas protégés (bureaux et local de détente du bâtiment machine 5, bureau du nouveau laboratoire, salle de contrôle de la bobineuse et l'emplacement des 2 centrales hydrauliques) » ;

que ces faits constituent des manquements caractérisés aux dispositions réglementaires susvisées ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DS SMITH PAPER ROUEN de respecter les dispositions de l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

qu'un délai est nécessaire pour la mise en conformité des installations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société DS SMITH PAPER ROUEN, dont le siège social est situé rue Désiré Granet, à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en rendant opérationnel son système d'extinction automatique.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :

- lève les non-conformités relevées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2024 et risquant de mettre en échec le système sous un délai de **6 mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- et transmet à l'inspection un plan d'actions pour lever les autres non-conformités relevées dans le rapport précité et ne risquant pas de mettre en échec le système sous un délai d'**un mois à compter de la notification du présent arrêté**, avec une échéance de mise en œuvre dans un délai n'excédant pas 9 mois.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 -

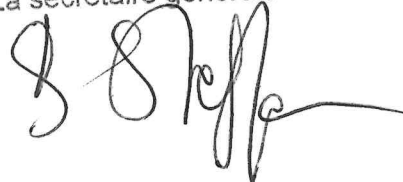
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société DS-SMITH PAPER ROUEN à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY.

Fait à ROUEN, le

31 JUL. 2024

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN